

Traité : les raisons du « non » de gauche

Sophie Heine

chercheuse à l'ULB, sophie.heine@ulb.ac.be

L'analyse des idéologies des mouvements de gauche qui ont soutenu le « non » en 2005, en France et en Allemagne, au Traité constitutionnel européen révèle des différences et des similitudes insoupçonnées.

En 2005, les non français et néerlandais contre le Traité constitutionnel européen ont plongé l'Europe dans l'une des plus profondes crises de son histoire. Cette crise ayant ainsi cristallisé un mécontentement populaire croissant envers le processus d'intégration de l'UE. L'une des intuitions qui a présidé à ma recherche¹ était que les critiques contre cette Constitution européenne et leurs idéologies sous-jacentes allaient continuer à marquer à la fois la conception de l'Europe des acteurs dits « eurosceptiques » et la perception générale qu'on se fait de ces mêmes acteurs. C'est à cause de cette intuition originelle que j'ai décidé de réaliser une analyse approfondie des idéologies sur lesquelles reposent les oppositions à l'UE.

En effet, les analyses de l'« euroscepticisme » réalisées jusqu'à présent ont pour principale limite de largement négliger le fond idéologique de ceux-ci. Les typologies de référence dans cette littérature restent très peu subtiles et tendent à associer l'euroscepticisme « dur » à une position « anti-européenne » ou nationaliste. Mon travail de thèse montre qu'il faut nettement nuancer cette affirmation.

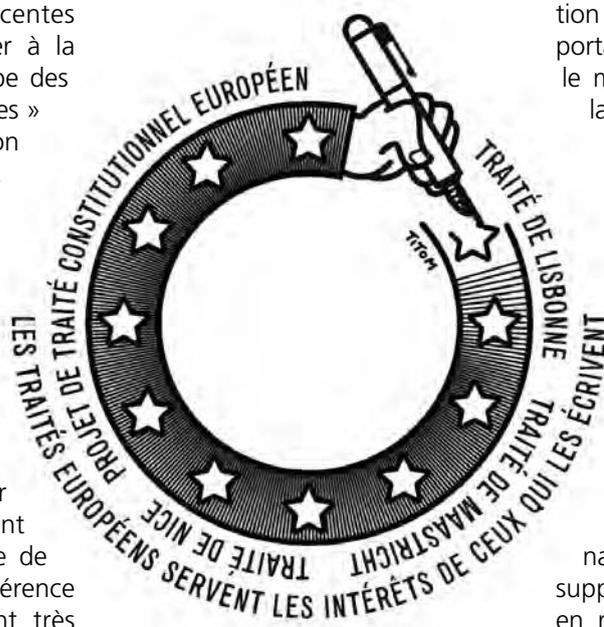
Je suis partie des arguments déployés sur la Constitution européenne, en France et en Allemagne, par les partis de gauche et les mouvements sociaux ouvertement hostiles à ce nouveau traité. J'ai analysé en France le Parti communiste (PCF),

le parti de gauche radicale (LCR), des socialistes opposés au projet de constitution et le mouvement altermondialiste Attac-France ; et en Allemagne, le nouveau parti Die Linke (qui rassemble une partie des courants sociaux-démocrates, communistes et trotskystes) ainsi que le mouvement altermondialiste Attac-Deutschland.

ensuite, une critique socio-économique contre le néolibéralisme de l'Union ; troisièmement, une critique politique contre son déficit démocratique. Enfin, j'ai envisagé la dimension stratégique, c'est-à-dire les moyens que ces organisations envisagent pour réaliser leurs projets alternatifs.

La littérature classique sur la formation des États-nations confirme l'importance de ces éléments. Comme le montre la sociologie historique, la construction des États-nations européens a constitué un processus de « fermeture » des différentes frontières : des frontières culturelles (à travers la formation de l'identité nationale), des frontières politiques et coercitives (constitution de la souveraineté étatique) et des frontières économiques (encadrement du marché). L'intégration européenne bouleverse ces arrangements nationaux, ces frontières, en les supprimant progressivement sans en reconstruire de nouvelles à un niveau supranational². Si l'on veut comprendre l'idéologie des mouvements de résistance à l'Union européenne, il apparaît donc pertinent de prendre en compte leur position sur ces dimensions.

J'ai ensuite affiné ces catégories en établissant, pour chacune de ces quatre dimensions, de grands idéaux-types. Concernant le rapport à l'identité nationale, trois grands idéaux-types peuvent être établis: le patriotisme, l'euro-patriotisme et le



Quatre catégories théoriques

Pour comprendre et comparer ces discours selon une méthode d'analyse de contenu, j'ai élaboré quatre grandes catégories théoriques. Sur le fond, les trois dimensions qui me sont apparues saillantes dans le discours de ces courants sont : tout d'abord, un rapport à l'identité nationale ne se résumant pas à une simple posture anti-européenne ;

cosmopolitisme. Sur la dimension économique, on peut également identifier trois grandes approches : le libéralisme économique, le keynésianisme et le marxisme. Sur la question démocratique, les principales conceptions sont le libéralisme politique, le républicanisme et la conception marxiste. Enfin, deux grandes conceptions stratégiques peuvent théoriquement être adoptées par les courants de gauche : l'approche réformiste ou la démarche révolutionnaire.

1. Identité nationale

L'approche identitaire révèle une opposition « Communautarisme vs cosmopolitisme » plutôt qu'entre « pro- et anti-européens ». Sur ce plan, on se doit en effet de souligner d'emblée que tous ces courants ont une approche très pro-européenne. Leur critique contre l'état contemporain de la construction européenne n'est pas motivée par un refus de principe de l'intégration supranationale ni par une volonté de repli national mais par une aspiration à orienter autrement cette intégration. L'opposition à l'intégration européenne actuelle n'est donc pas motivée par un refus de l'Europe en tant que telle mais par le projet de construire une « autre Europe », qui soit plus intégrée dans de nombreux domaines.

Mais dire cela ne suffit pas à caractériser l'approche identitaire de ces courants, car une vision pro-européenne peut être communautarienne (schématiquement, « fermée et étroite ») ou cosmopolite (schématiquement, « ouverte et libérale »). On peut ainsi remarquer que la majorité des courants étudiés se distingue par une perspective plus proche du pôle communautarien. Les « socialistes du non » français, le PCF, Attac-France et Die Linke considèrent qu'une communauté morale (c'est-à-dire une identité culturelle particulière), qu'elle soit nationale ou européenne, est nécessaire pour permettre le fonctionnement de la démocratie et de l'État social. Cette communauté morale est par ailleurs considérée comme supérieure aux

autres entités culturelles, par rapport auxquelles un mouvement de distinction ou d'opposition est réalisé. Les valeurs et les intérêts de cette communauté culturelle de référence doivent donc être promus et défendus dans le monde.

Il est important de souligner que la communauté culturelle de référence peut être dans ces courants à la fois la nation (dans une approche patriotique) et l'Europe (dans une perspective europatriotique). Cela révèle que l'opposition conceptuelle se situe moins entre des postures pro- et anti-européennes qu'entre des positions communautariennes et cosmopolites, le patriotisme et l'europatriotisme se rejoignant dans une conception centrée sur la communauté et l'identification.

Seuls deux courants sur six, la LCR et Attac-Allemagne, adoptent une perspective réellement cosmopolitique dans leur vision de l'Europe. Toutes deux estiment qu'une identité communautaire spécifique n'est pas nécessaire pour assurer le fonctionnement de la démocratie et d'un système social redistributif. L'identité nationale est selon eux un phénomène historiquement situé, qui ne doit pas forcément être maintenu ni reproduit à une autre échelle. Le patriotisme, non seulement, n'est pas nécessaire, mais il n'est pas non plus souhaitable, étant donné ses dangers d'instrumentalisation et de dérives oppressives et exclusivistes. Dès lors, ils défendent plutôt une volonté de résister aux affiliations identitaires et une pratique fondée sur les principes universels de droits de l'homme : l'action sur base de tels principes plutôt que l'identification à des valeurs.

2. Le projet socioéconomique

S'il est impératif de clarifier le positionnement des mouvements étudiés sur la question de l'identité, mon analyse révèle que les arguments utilisés concernent avant tout la nature socioéconomique et

politique de l'UE. Leur résistance s'ancre donc moins dans des motifs nationalistes ou, plus généralement, identitaires, que dans des projets sociaux et politiques déterminés. Leurs arguments socio-économiques, tout d'abord – et il s'agit de la deuxième dimension d'analyse – se caractérisent pour la plupart par une posture réformiste que l'on pourrait qualifier de « social-keynésienne ».

Malgré certains aspects plus socialistes, ces courants s'opposent avant tout à la variante financiarisée et néolibérale du capitalisme européen davantage qu'au capitalisme lui-même. Il s'agit de faire en sorte que la société et le politique s'imposent au marché. La concurrence comme la propriété privée ne doivent pas disparaître mais être fortement réglementées ; ce qui signifie au niveau européen une harmonisation sociale par le haut ainsi que des moyens d'action macroéconomiques keynésiens pour que la société et le politique reprennent le dessus par rapport à l'économie.

La LCR est le seul courant à adopter une perspective économique beaucoup plus radicale, puisqu'elle se montre marxiste dans ses critiques comme dans ses alternatives. Il est pour elle vain de vouloir développer le « social » ou le « politique » face à l'« économique », car les deux premières sphères dérivent en grande partie de la dernière. Le capitalisme est perçu comme un système de domination globale, qui, étant contraire aux intérêts de la majorité sociale, doit être totalement supprimé. Toutefois, elle ne récuse pas la pertinence d'approches critiques et d'alternatives de type social-keynésien mais les englobe dans une vision marxiste plus large.

Le réformisme domine donc la critique socio-économique de ces acteurs. Il s'agit, semble-t-il, de retenir le meilleur de l'aménagement social-keynésien mis en place dans la plupart des pays d'Europe occidentale pendant une période historique précise et de l'adapter au niveau européen. □□□

3. Une conception démocratique libérale

Cette approche plutôt réformiste se retrouve également dans leur critique du déficit démocratique de l'UE, qu'ils font, pour la plupart, au nom du modèle de la démocratie représentative classique et, autre surprise à l'issue de cette analyse, selon les grands principes du libéralisme politique. Il y a bien sûr des nuances : la LCR adopte une approche plus marxiste et les « socialistes du non » français une vision politique plus proche du républicanisme. Mais même ces deux courants adhèrent aux grands principes du libéralisme politique lorsqu'il s'agit de penser une démocratie européenne.

Un premier élément révélant un tel libéralisme politique est l'idée que le pluralisme des valeurs et des projets est à la fois inévitable et positif, ce qui signifie qu'une constitution européenne ne peut figer des orientations politiques et culturelles particulières. Par ailleurs, les droits fondamentaux sont considérés comme primordiaux. Même s'ils sont définis de manière large, comprenant des droits civils et politiques, mais aussi des droits sociaux étendus. Les progrès vers l'Europe sociale et démocratique sont ainsi pensés avant tout comme des avancées en termes de droits fondamentaux.

Au demeurant, si ces acteurs considèrent que l'État doit se voir reconnaître de vastes fonctions, ils insistent sur l'importance de restreindre l'étendue de ses pouvoirs grâce aux principes de l'État de droit. Au niveau européen, les principes de séparation des pouvoirs et de libertés individuelles sont ainsi particulièrement mis en exergue. La nécessité de restreindre les pouvoirs de l'État signifie aussi pour ces mouvements que la société doit rester une entité séparée et qu'une sphère de liberté strictement individuelle doit donc toujours être préservée. Ce qui les pousse à privilégier au niveau européen les modes représentatifs de démocratie par rapport aux sché-

mas de démocratie directe et à percevoir la démocratie européenne à construire comme un moyen de défendre les libertés individuelles plus que comme une fin en soi.

Il semble dès lors qu'il faille contester l'affirmation suivant laquelle ces acteurs seraient « anti-libéraux ». En effet, leurs critiques se fondent pour la plupart sur une idéologie politique libérale ; de plus, ils ne rejettent pas toute forme de libéralisme économique (même si, dans une optique « socialiste libérale », ils veulent limiter les libertés économiques de certains au nom de la liberté réelle de tous). Certains d'entre eux adoptent même une approche libérale (cosmopolite) de la question identitaire.

De manière plus générale, ces résultats devraient nous inciter à dissocier davantage les différentes dimensions du libéralisme, pourtant souvent amalgamées : économique, politique et philosophique (ou identitaire). Cette analyse montre en effet que cette séparation est possible, sur le plan des concepts mais aussi de la pratique. Critiquer un libéralisme économique excessif ne signifie pas que l'on s'oppose au libéralisme politique ni que l'on déploie forcément un référentiel identitaire antilibéral et communautarien. Corollairement, ces différentes facettes du libéralisme peuvent et doivent être dissociées.

4. Réformisme dans la stratégie

Sur la question stratégique également, le réformisme est prégnant dans tous les courants étudiés, excepté dans la LCR. Celle-ci est la seule à adopter une perspective révolutionnaire du changement social en général et de la réorientation de l'intégration européenne en particulier. Dans une approche matérialiste et dialectique de l'histoire, elle considère que ses alternatives socialistes ne peuvent se réaliser que par une rupture avec l'ordre existant, opposant les classes sociales victimes de ce système et celles qui en profitent. Dans cette opti-

que, les réformes sociales et l'action dans le cadre des institutions existantes sont certes nécessaires mais avant pour conscientiser et mobiliser les classes sociales opprimées.

Les discours sur l'Europe des socialistes du non, du PCF, d'Attac-France, d'Attac-Allemagne et de Die Linke, en revanche, se caractérisent par un réformisme à la fois sur le fond et sur la forme. Les moyens de prédilection pour aller vers les alternatives prônées sont des réformes sociales dans le cadre des institutions actuelles. La stratégie adoptée se focalise dès lors sur la superstructure davantage que sur l'infrastructure : il s'agit d'élaborer une critique argumentée et cohérente de l'idéologie dominante et de porter des idées et valeurs différentes – de justice, de solidarité et de coopération – à la fois dans la société civile et au niveau politique. (Les pouvoirs publics ne sont selon eux pas forcément le jouet des classes dominantes mais peuvent aussi relayer les intérêts des groupes défavorisés.)

Ainsi, il est interpellant de remarquer que **des courants** perçus habituellement comme extrêmement radicaux reprennent en fait des **visions**, qui, il y a encore quelques décennies, faisaient partie de la doxa intellectuelle et politique (dénoncées à l'époque comme insuffisantes par la gauche radicale) et qu'ils privilégient pour les mettre en œuvre des moyens, somme toute, relativement modérés. À cet égard, on est en droit de se demander si on n'assiste pas à une « sociale-démocratisation » de la gauche dite « radicale » (voir page 64).

Perspectives explicatives

Au-delà des ressorts idéologiques des mouvements, on est en droit de se pencher sur le pourquoi de ces résistances à l'Union Européenne. Dans le cas des mouvements étudiés, celles-ci ne paraissent pas découler de la culture et des institu-

tions nationales. Autrement, les arguments utilisés par les courants en France et en Allemagne devraient frapper par leurs différences plutôt que par leurs ressemblances. Or, il y a bien entendu des différences entre les courants étudiés, mais elles sont plus de nature idéologiques que nationales.

Il est donc nécessaire d'apporter d'autres éléments d'explications. À cet égard, il serait utile de construire des modèles explicatifs allant au-delà des théories dominantes dans la littérature sur l'euro-scepticisme : non seulement les théories institutionnalistes et culturalistes (que nous venons de citer) mais aussi les théories du choix rationnel, centrées sur la liberté et les intérêts stratégiques des acteurs³. Il faudrait par contre intégrer davantage le poids des idées comme facteur en partie autonome, de même que celui des intérêts sociaux et des structures qui les déterminent partiellement. L'approche développée par Antonio Gramsci permet de combiner ces différents éléments. Comme le disait ce grand philosophe, « les idéolo-

gies n'engendrent pas d'idéologies, les superstructures ne créent pas des superstructures ». Elles découlent en grande partie des rapports sociaux objectifs.

Au final, on retiendra de cette étude quatre éléments. Chacun était inattendu, dans la mesure où il ne cadre pas avec la vision classique qu'on a de ces mouvements. Ainsi, contrairement à ce que laisse supposer une analyse superficielle, la « gauche du non » défend bien une vision pro-européenne. Par ailleurs, si on la qualifie souvent de « gauche radicale », elle développe plutôt des idées et des méthodes réformistes. De même, son « anti-libéralisme » se limite à la dimension socio-économique ; elle épouse par contre les valeurs du libéralisme politique (démocratie représentative, droits fondamentaux...) et culturel (défense d'une sphère d'autonomie de l'individu face à l'État).

Enfin, notons l'euro-péanisation de ces mouvements, sous forme de réseaux à l'intérieur d'une même organisation (Attac, par exemple) ou

à travers le Forum Social Européen. Certains d'entre eux en profitent pour développer une alternative européenne aux politiques et institutions actuelles (voir encadré). Gageons pourtant qu'on retrouvera dans ces débats l'opposition entre tenants de visions communautaristes ou cosmopolites (que nous avons évoquées plus haut). En être conscient permettra cependant de mieux appréhender ces dimensions, restées dans l'ombre jusqu'ici⁵. ■

(1) Sophie Heine, *Les résistances de gauche à l'intégration européenne en France et en Allemagne : une analyse des idéologies sous-tendant les critiques contre le Traité constitutionnel européen*, ULB, 2008.

(2) Stefano Bartolini, *Restructuring Europe. Centre formation, system building and political structuring between the nation state and the European Union*, Oxford University Press, Oxford, 2005, p 410.

(3) Celles-ci postulent que les acteurs marginaux, partis et mouvements d'opposition, s'emparent plus facilement d'idées radicales et « anti-système », car elles leur permettent de se distinguer plus aisément et d'occuper des « niches » électorales.

(4) Cité dans Jean-Marc Pottle, *La pensée politique de Gramsci*, 1970, Montréal, Éditions Parti-Pris, 1970, Edition électronique : http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, p 133

(5) Pour un premier débroussaillage de ces concepts : Sophie Heine, *National versus postnational ou communautarisme versus cosmopolitisme ? Une confrontation des différentes approches théoriques sur l'identité*, in John-Erik Fossum, Paul Magnette, Johanne Poirier (dir.), *Ces liens qui unissent : accommoder la diversité en Europe et au Canada / Ties that Bind: Accommodating Diversity in Europe and Canada*, Peter Lang, à paraître.

Projets, alternatives et enjeux

Pour le futur, certains de ces mouvements ont choisi d'élaborer des propositions alternatives aux politiques et institutions européennes. Notons les « **10 principes d'Attac Europe** », dont une deuxième mouture est en cours de rédaction. Et dans le cadre du FSE, le réseau de la « **charte des principes pour une autre Europe** » tente aussi d'élaborer une position commune. Ces projets aboutiront en partie lors de l'université d'été européenne d'Attac Europe (du 1 au 6 août à Saarebrücken) et au Forum Social Européen de Malmö (du 17 au 21 septembre, en Suède – voir page 59).

Par ailleurs, de nouvelles attaques venues de la Commission européenne pourraient relancer des mobilisations transeuropéennes. Les récentes décisions de la **Cour de Justice européenne** (arrêts « Viking », « Lavall » et autres) ont ainsi ébranlé tout particulièrement les syndicats, car elles paraissent vouloir subordonner le droit de grève à la libre circulation des services. **La directive sur le temps de travail**, qu'on ressort du tiroir après un sommeil de 3 ans, ne devrait pas non plus laisser les mouvements indifférents (la récente décision du Conseil des Ministres de l'Emploi a approuvé une version très libérale du texte, généralisant la possibilité d'exceptions à la règle des 48 heures maximum par semaine). Enfin, **le projet de directive santé** fait planer le spectre d'une libéralisation du secteur des soins de santé. Quand on sait que ce secteur représente 10% du PIB d'un pays comme la Belgique, on mesure l'enjeu. Il s'agirait là d'une « directive Bolkestein » au carré voire au cube. On le voit, les enjeux ne manquent pas.

JMC

Vers une sociale-démocratisation de la gauche radicale ?

Sophie Heine

chercheuse à l'ULB, sophie.heine@ulb.ac.be

Le réformisme des mouvements du « non » au TCE n'est pas sans rappeler la sociale-démocratie chère à Eduard Bernstein...

Nous l'avons vu dans l'article précédent, un réformisme évoquant la modération sociale-démocrate domine dans les idéologies sous-jacentes aux contestations de gauche contre l'UE, tant sur le fond que sur la forme. Mis à part la LCR, qui continue à se montrer révolutionnaire dans ses critiques et alternatives, ces mouvements revendiquent la réalisation de principes de justice sociale à l'intérieur même du capitalisme (et même la LCR a évolué vers un certain réformisme sur le plan des alternatives). Un autre indice de la sociale-démocratisation de l'idéologie européenne de la gauche radicale est son intégration des éléments de base du libéralisme politique. Leur vision démocratique correspond bien aux principaux traits de l'idéal-type libéral. De plus leur opposition socio-économique se marque davantage contre le « néolibéralisme » que contre le « libéralisme » économique.

Pour prolonger ceci, on peut très bien concevoir une dissociation conceptuelle des différentes formes du libéralisme. Les différentes branches seraient alors: en premier lieu, le libéralisme économique, qui défend les libertés économiques ainsi que l'économie de marché et les règles de concurrence. En second lieu, le libéralisme politique, régime politique de démocratie représentative, pluralisme et respect des libertés individuelles, dans lequel l'Etat est limité dans ses pouvoirs. Et enfin, le libéralisme culturel ou philosophique, selon lequel il existe des principes universels, que tous les êtres humains peuvent partager et qui doivent fonder le « vivre ensemble », et qui s'oppose à ce que celui-ci repose sur des valeurs particulières relevant d'une communauté culturelle spécifique.

Ces différents aspects du libéralisme peuvent se combiner de diverses manières et ne doivent théoriquement pas être toutes présentes simultanément. L'analyse des résistances de gauche à l'intégration européenne nous a permis de montrer que cette séparation est, non seulement, conceptuellement, mais aussi, empiriquement, possible. On peut ainsi envisager une profonde critique du libéralisme économique allant de pair avec un soutien aux libéralismes politiques et culturels. Ce serait le cas d'un socialisme démocratique et cosmopolite, qui se revendiquerait d'un idéal de liberté à appliquer à l'ensemble des êtres humains mais qui s'attacherait à donner une définition réelle et non simplement formelle de la liberté. Dans ce but, il défendrait non seulement les libertés démocratiques, mais aussi une certaine socialisation de l'économie, afin de réaliser l'égalité socio-économique nécessaire pour que tous puissent réellement déterminer leur vie comme ils l'entendent.

Selon une telle vision, il faudrait limiter les libertés économiques de certains par des mesures socialistes, parce qu'elles conduisent à une absence de liberté réelle pour la majorité.

Une telle combinaison – cosmopolite et « socialiste libérale » – se retrouve seulement dans le discours d'Attac-Allemagne. La LCR en est proche mais son idéologie socio-économique est plus marxiste, car elle rejette plus radicalement le libéralisme économique, tout en adoptant une vision libérale politiquement et culturellement. Les quatre autres courants se caractérisent aussi par une idéologie acceptant le libéralisme économique mais le modulant par du socialisme : ils veulent limiter les libertés économiques de certains au nom de la liberté réelle de tous. Ils sont aussi favorables aux principaux éléments du libéralisme politique. Néanmoins, cela ne s'accompagne pas chez eux d'une approche entièrement libérale au niveau identitaire, l'idéal de liberté demeurant restreint aux membres d'une communauté particulière.

Ils rejoignent donc sur ces différentes dimensions la position social-démocrate classique bien clarifiée par l'un des pères de la sociale-démocratie, Eduard Bernstein. Celui-ci considérait que le socialisme ne faisait que prolonger l'idéal de liberté avancé par le libéralisme en lui donnant une consistance réelle par l'égalisation des conditions¹. Mais il affichait son attachement aux idéaux du libéralisme politique, en particulier la défense des droits de citoyenneté, la protection des minorités, le système représentatif, la préservation de l'Etat comme instrument indispensable de la liberté réelle pour tous². Il défendait même certaines libertés économiques, le socialisme ne signifiant pas pour lui une socialisation complète de l'économie³. Il estimait par ailleurs que des réformes sociales dans le cadre des institutions démocratiques pouvaient permettre l'instauration progressive du socialisme⁴. Et sur la question identitaire, il n'hésitait pas à soutenir les sentiments patriotiques pour souder les sociétés et permettre une mise en œuvre pacifique du socialisme⁵.

(1) Bernstein, 1899, op.cit., p 147-150

(2) Ibid, p 141-155

(3) Tudor, Introduction de Bernstein, 1899, op.cit., p XX

(4) Bernstein, 1899, op.cit., p 158

(5) Ibid, p 164

Pour prolonger le débat, on peut lire notamment : M. Alaluf, *Pour Kautsky et contre Bernstein*, in *Politique*, n°50, juin 2007, pp.8-10.